

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-U., \$3.50. Tout semestre commencé se paie en entier. On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avance.

Vol. XII.

No. 38

JEUDI, 22 SEPTEMBRE 1881

Prix du numéro 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes. Toute communication doit être affranchie. Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

AVIS IMPORTANT

L'Opinion Publique est publiée tous les jeudis par les nouveaux propriétaires. L'impression, les gravures, etc., etc., se font à la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les Etats-Unis ; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées au Gérant de la Compagnie Litho.-Burland, au bureau de *L'Opinion Publique*.

Adresser les correspondances littéraires : " Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

A TRAVERS LE TIMES

Sir Stafford Northcote, qui dirige le parti conservateur en Angleterre, dans la Chambre des Communes, est l'objet, de la part du *Times*, d'une appréciation que nous croyons juste et que nos lecteurs aimeront à connaître.

Il y a peu de députés, dit en substance le grand journal, qui soient aussi libres de tout empire de l'esprit de parti ; tout le monde le reconnaît, et cependant cet homme est le chef d'un grand parti, qu'il a guidé avec honneur dans la Chambre des Communes, dans la prospérité comme dans l'adversité. La vigilance, la modération, la prudence, un caractère placide et un esprit naturellement porté à considérer les deux côtés d'une question, sont des dons que des partisans trop ardens présentent médiocrement et qui ne promettent guère, non plus, de forcer le retour de la bonne fortune par les coups audacieux d'une politique pleine d'aventure. En revanche, celui qui possède ces dons est toujours sûr d'obtenir le respect et l'estime. C'est déjà un appoint considérable chez un chef de parti.

La Chambre des Communes est convaincue que Sir Stafford Northcote ne se *baisserait* pas pour ramasser un succès d'une loyauté douteuse dans une lutte de parti. Son caractère, sous ce rapport, n'a pas été entamé ni endommagé—nous dirions même qu'il a plutôt été grandi—par sa conduite comme chef de la minorité dans les événements extraordinaires de la dernière session. Les esprits impatientes peuvent se rire de la prudence et du sang froid avec lesquels l'opposition, sous la direction de Sir Stafford Northcote, à la dernière session, fait une campagne purement défensive contre des forces parlementaires d'une écrasante supériorité, supportées par l'opinion du dehors, spontanée ou organisée. D'autres peuvent aussi regretter qu'on ait laissé échapper les bonnes occasions d'assurer la défaite du gouvernement qu'offrait au chef du parti l'attitude particulière des *home rulers*. Nous croyons, au contraire, que non seulement Sir Stafford Northcote, mais encore tout le parti conservateur ont renforcé leur position devant le pays en aidant le gouvernement, lorsque la chose devint nécessaire, à venger la dignité et l'autorité de la Chambre des Communes, comme le chef et son parti se sont encore distingués par leur respect scrupuleux de la loi non écrite qui gouverne la discussion politique dans ce pays, grâce à laquelle le parti irlandais put opposer une si longue résistance à la passation du *Land Bill*.

Labus des plus belles choses, des meilleurs institutions n'en diminue ni le prix, ni la valeur, ni l'utilité.

Un autre trait du caractère de Sir Stafford Northcote, trait commun, du reste, à tous les hommes d'état anglais vraiment *représentatifs*. Il affectionne tout particu-

lièrement la Chambre des Communes, lui pourtant si froid, il ne parle jamais de cette grande institution sans un enthousiasme extraordinaire. Il a hérité des meilleures traditions de cette école des hommes d'état dont Sir Robert Peel a été tout à la fois l'ornement et le modèle le plus illustre. La grande valeur qu'il attache à la Chambre des Communes est surtout déterminée par le fond ou la croyance assez fondée que ses membres réunissent généralement la combinaison de deux avantages assez rares et pourtant bien nécessaires à un homme public : des vues larges sur toutes les grandes questions d'intérêt public et des habitudes d'homme d'affaires.

Il y a, en outre, beaucoup de vérité et de force dans les idées de Sir Stafford Northcote sur les sentiments d'union et de confraternité qui doivent exister entre tous les membres de la Chambre des Communes, quelles que soient leurs divergences d'opinion sur les questions politiques. Nul doute que ce lien social ne soit une des meilleures garanties du maintien du système constitutionnel. On l'a bien vu lorsque Parnell et ses 30 à 40 séides ont voulu entraver toute action législative à la dernière session.

On pourrait laconiquement résumer les appréciations du *Times* en disant que Sir Stafford Northcote est un de ces hommes d'état que les préjugés et l'esprit de parti n'aveuglent pas, parceque toujours et par dessus tout ils voient leur pays à travers leur parti.

* *

Traversons maintenant de l'autre côté de la Manche. Depuis les dernières élections, en France, on s'occupe beaucoup de changement de gouvernement et de l'attitude que va prendre M. Jules Grévy, le Président de la République Française. M. de Blowitz, qui le connaît bien, n'est pas en peine pour si peu. Ce n'est pas tout à fait un roi soliveau, ni même un président soliveau que M. Jules Grévy.

Sa règle, dit le correspondant du *Times*, est de ne jamais faire face à demi à la tâche qui s'offre à lui, qu'elle soit agréable ou désagréable. Il se contente d'attendre ce qui peut arriver. Naturellement prudent, il craindrait de cueillir la poire avant qu'elle soit mûre, ou d'accélérer une catastrophe en cédant à un mouvement d'impatience. Dans ses jours de loisir il aimait le jeu d'échecs dans lequel il excellait ; mais il était comme aujourd'hui : il se tenait toujours sur la défensive et comptait pour le succès moins sur ses stratagèmes ou son au lace que sur les fautes ou les bévues de son adversaire. Comme homme public et comme homme d'état, il lui répugne pareillement de prendre l'initiative. Il est la force d'inertie personnifiée. Il ne s'essaie jamais aux grands coups de théâtre ; mais il évite par là la possibilité des grands fiascos. Il ne court pas après la popularité et ne provoque, conséquemment, aucun enthousiasme ; mais sa barque vogue libre des vagues de l'impopularité. Gambetta fait son éloge périodiquement ; est-ce obligatoire ou simplement prétexte pour cacher un sentiment différent ? on ne le sait trop. Mais, fait plus significatif, c'est que les diatribes de Gambetta, qui ne sont tenus à aucune réticence, ne peuvent lui adresser le moindre reproche, et que les irréconciliables, qui demandent l'abolition de la Présidence comme du Sénat, n'ont, eux non plus, aucun blâme à lui adresser. Personne ne met en doute que M. Grévy n'exerce sur ses ministres toute l'influence à laquelle lui donnent droit sa sagacité et son expérience, mais cette influence échappe à l'œil du public à cause de son irresponsabilité constitutionnelle, et un peu aussi parce qu'elle est une force négative. Il est exactement l'homme fait pour dissuader ses ministres de faire une démarche téméraire, mais nullement l'homme pour leur suggérer d'en faire une sage.

Mentalement comme physiquement, en fait d'exécution il se contente du *minimum*, non pas par indolence, mais parce qu'il croit, comme lord Melbourne, dans le principe du laisser-aller appliqué aux choses de la politique.

M. Grévy a soixante et huit ans ; quelques-uns prétendent même qu'il a plusieurs années de plus ; mais il est si bien conservé qu'on lui en donnerait à peine soixante, tandis que M. Gambetta avec son excitabilité

et sa prodigalité d'efforts, est très vieux à quarante-trois ans.

M. Grévy ne croit ni à la convenance ni à la nécessité du culte des héros. Il n'aime pas les hommes plus grands que lui ; c'est évident.

Il a lui-même, en 1848, avoué une République sans président. Est-ce pour cela qu'il veut aujourd'hui rendre le plus modeste possible le poste dont il proclamait naguère l'inutilité ?

M. Grévy fait les grandes réceptions comme celles faites à Gambetta à Cahors ; mais il échappe ainsi aux réactions qui le suivent, comme à la réélection des députés de Cahors, réélection qui a été un coup funeste porté au prestige de M. Gambetta.

Les cabinets se succèdent les uns aux autres ; mais si M. Grévy n'a pas de part dans la popularité et la gloire d'un ministre qui arrive, il n'a pas de part non plus dans le discrédit d'un autre qui tombe. M. Grévy est donc le dernier homme du monde capable de provoquer une crise ministérielle. Il attendra qu'elle lui soit jetée par la tête par un vote de la Chambre des Députés ou par une résignation imposée par certains événements.

* *

Ces événements, le correspondant du *Times* les annonçait dès le 2 septembre et la télégraphie les a depuis confirmés. Avant et pendant la campagne électorale le gouvernement n'a pas voulu envoyer de renforts en Tunisie. La France va peut-être payer chèrement ce *truc* électoral. De nouvelles tribus se sont encore révoltées. Les progrès faits par d'autres tribus déjà en état de rébellion sont formidables et à l'heure qu'il est le gouvernement a déjà envoyé de nouvelles troupes en nombre considérable : il est constaté qu'un sixième de l'effectif de l'armée française est en Tunisie.

Bismarck doit rire. Il a encouragé cette entreprise dans laquelle la France s'est follement jetée dans l'espoir de dorer le blason républicain avec de la gloire militaire à la veille des élections générales. Le résultat se chiffre brutalement : les tribus arabes sont moins soumises que jamais ; la France a dépensé et va dépenser des millions ; elle aura bien ôté le quart de son armée en Afrique ; elle est maintenant sans alliés et l'objet de la défiance générale en Europe. Bismarck a donc raison d'être content.

* *

C'est sans doute pour réagir contre ce mauvais courant que la *Nouvelle Revue*, organe de M. Gambetta, fait, le 1er septembre, une charge à fond de train contre le gouvernement de M. Jules Ferry. La *Revue* reproche vivement au gouvernement ses lenteurs, son inaction et ses bévues dans la question des traités de commerce à renouveler avec quelques nations d'Europe. M. Gambetta est résolument pour le renouvellement du traité avec l'Angleterre.

" En ce qui regarde l'Angleterre en particulier, dit l'écrivain de la *Revue Nouvelle*, l'on a commis fautes sur fautes, inconsistances sur inconsistances. On dirait que le ministère à qui incombait le devoir particulier d'amener une entente, avait pris à tâche de fatiguer, sinon de nous aliéner pour toujours un voisin dont le bon vouloir n'était pas douteux, et dont l'amitié commerciale ne serait pas aujourd'hui moins précieuse que son alliance politique."

* *

Le bonapartisme est mort en France. M. de Cassagnac, le défenseur intrépide et vaillant de cette cause, vient d'adresser à ses électeurs de Mirande une lettre de remerciements dans laquelle il ne prononce pas un seul mot de son ancienne foi politique. " Les gouvernements passent, dit-il, et meurent ; Dieu seul reste ; et c'est pour Dieu, persécuté et insulté par des fous ou des bandits, que nous avons marché."

La prévision du *Times* était juste ; depuis, les dé pêches ont annoncé la résignation du prince Jérôme Bonaparte.

J.-A. MOUSSEAU.